

Lindz et de Vienne, reconstruire ses organismes de classe, son Internationale révolutionnaire. Historiquement, les ouvriers d'Autriche ne pouvaient vaincre qu'à la condition de répéter — dans des conditions extrêmement plus défavorables — l'acte qu'accomplirent les ouvriers russes en octobre 1917, car c'est seulement dans cette direction qu'auraient abouti leurs luttes, car c'est seulement dans la mesure où le prolétariat international prenait conscience de la réelle direction des luttes d'Autriche que le capitalisme aurait été battu dans l'attaque qu'il avait déclenchée.

Mais les défaites du prolétariat révolutionnaire dans le monde entier, le renforcement du front de répression du capitalisme devaient se caractériser par la possibilité d'épanouissement totale des forces contre-révolutionnaires qui agissent actuellement au sein du prolétariat: la social-démocratie, qui oriente l'attention du prolétariat vers les interventions de la S. D. N. ou de l'impérialisme français ou anglais, et qui guette sans doute l'occasion pour pouvoir retirer des événements d'Autriche la confirmation de la thèse de l'abdication définitive du prolétariat à sa lutte révolutionnaire. Voilà ce que Vandervelde écrit dans le « Peuple », de Bruxelles, du 17-2-1934: « D'autre part, s'il y avait encore chez nous des jeunes hommes dont le romantisme se complaise dans l'idée de la prise insurrectionnelle du pouvoir, l'événement autrichien leur apporterait la preuve irrécusable de cette vérité que Marx et Engels proclamaient déjà il y a 70 ans: « l'impossibilité des batailles de rues victorieuses, contre les armées outillées à la modernité, si en tout ou en partie elles ne passent pas du côté de la révolution ». Vandervelde conclut enfin: « unanimement, au dernier Congrès de Noël, le P. O. B., en adoptant le plan du travail, a affirmé, et, qu'on veuille le croire, ce n'était pas une simple phrase, sa résolution de poursuivre ses fins par les seules voies constitutionnelles ». Vandervelde, donc, fait découler de l'impossibilité d'une victoire insurrectionnelle sans avoir gagné l'armée à la cause de la révolution, la nécessité de renoncer à l'insurrection et d'appeler le prolétariat à se servir des moyens constitutionnels, en somme, à répéter ce qu'avait fait le prolétariat autrichien en 1919 et 1920, et dont les fruits furent récoltés par le capitalisme qui put, en 1934, porter à sa conclusion inévitable l'avortement révolutionnaire de 1920, le respect des moyens constitutionnels de cette époque: le triomphe du fascisme.

Une foule d'ouvriers et d'intellectuels non communistes pourront fournir matière à la spéculation démagogique de la social-démocratie qui voudra faire oublier les pages historiques de 1919 et 1933 afin d'acquiescer un nouveau crédit au sein des masses ouvrières. Mais, en réalité, la social-démocratie sort des derniers événements, atteinte par une nouvelle condamnation prolétarienne: les victimes « socialistes » ne sont, en définitive, que le résultat du plan social-démocrate d'asservissement de l'Autriche à l'impérialisme français, de l'isolement où a été laissé le prolétariat autrichien dans sa lutte inégale et héroïque.

Quant au centrisme, il ne pouvait que donner une importance de détail aux événements autrichiens et, encore une fois, se présenter comme l'initiateur et le dirigeant du mouvement, alors qu'en réalité tout le monde connaît l'inexistence de toute formation communiste et le fait que le Parti, même avant la dissolution, ne contenait que quelques milliers d'adhérents. Après la mort de l'I. O., le centrisme ne doit que se préoccuper du sort des plans quinquennaux en Russie, et puisque la condition pour les succès militaires et économiques de la Russie réside dans la possibilité, pour le capitalisme, d'écraser le mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le centrisme ne pouvait même pas songer à déterminer une action de solidarité autour du prolétariat autrichien, car il se serait opposé au système qui domine actuellement le monde et qui comporte la coexistence pacifique du capitalisme et du régime soviétique, les deux conditionnant leur défense actuelle sur le dos et la chair du prolétariat de tous les pays.

Le scandale Stavisky et « l'émeute » du 6 février, voilà les formules autour desquelles se centralise l'activité des différents partis et groupements politiques agis-

sant au sein du prolétariat français. Que cela soit à propos du scandale ou de « l'émeute », la différenciation entre les divers partis s'établira suivant le rythme plus ou moins accentué de leurs revendications: les socialistes s'arrêteront au débarquement de Chiappe et à l'épuration des rouages de l'administration de l'Etat français; les communistes iront plus loin et demanderont l'arrestation de Chiappe. Si le « Populaire » s'arrête sur la formule de la défense de la République, l'« Humanité » va plus loin et demandera que la République passe à la dissolution de l'armée fasciste, de la police, et nous ne savons pas pourquoi l'« Humanité » ne demanderait pas que la République, après avoir arrêté Chiappe, dissolve la police et proclame, par arrêté présidentiel, l'avènement du régime soviétique en France.

Les revendications affichées par centristes et socialistes ne pouvaient être aussi superficielles que l'était l'analyse extérieure des événements centralisés autour des scandales de Stavisky et du 6 février. La réalité est bien autre. En mai 1932 s'ouvre, en France, la période où la crise économique se manifestera — après les autres pays — dans les ravages nés d'un chômage assez intense et par la nécessité pour le capitalisme de procéder à une modification radicale des conditions de vie de la classe ouvrière. Il est parfaitement exact qu'en 1931, le gouvernement de droite de Tardieu, Laval, a pu assurer l'écrasement des grèves des mineurs et du textile par le canal de l'arbitrage du Ministère du Travail, continuellement soutenu par la C. G. T. et grâce aux socialistes. Mais, une fois brisée la résistance des forces les plus combattives du prolétariat français, il fallait aborder d'autres problèmes plus complexes, c'est-à-dire une modification d'ensemble de toute la situation de la classe ouvrière. Tardieu et Laval auraient pu difficilement s'atteler à cette besogne en 1932, alors qu'au point de vue de la politique internationale, le capitalisme mondial avait besoin de voir la bourgeoisie française tolérer l'avancement des positions de l'impérialisme allemand.

Les élections de 1932 exprimeront, au travers de la majorité de gauche, à la fois le mécontentement des paysans et des ouvriers secoués par les conséquences de la crise, et la nécessité pour le capitalisme d'accomplir une double manœuvre dans le domaine intérieur et extérieur. A l'intérieur, canaliser autour du parlement et du gouvernement de gauche la fermentation des masses ouvrières et paysannes. A l'extérieur, laisser se développer une politique de sacrifice à l'avantage de l'impérialisme allemand, sans pour cela compromettre le personnel gouvernemental des Tardieu, Pétain, Denain, appelé à réaliser le front de concentration pour l'Union sacrée de demain.

De mai 1932 à décembre 1933, le problème central que le capitalisme s'efforce de présenter devant la classe ouvrière est l'attente des mesures gouvernementales de Paul-Boncour, de Daladier, de Chautemps, pour atténuer les effets de la crise économique. L'impasse où se trouva le mouvement ouvrier appelé à réclamer d'un gouvernement bourgeois l'application de mesures dirigées contre le capitalisme se doublait d'une autre impasse, où se trouvaient, à la fois, le capitalisme et les petits producteurs, qui ne pouvaient plus attendre longtemps pour solutionner, avec le problème de l'équilibre budgétaire, le problème d'une accentuation de l'exploitation capitaliste.

Au point de vue de la politique extérieure, après l'abandon à Lausanne des Réparations et l'admission par le Pacte à Quatre de la possibilité de la révision des traités, le capitalisme français devait passer à une autre orientation de sa politique pour consolider les avantages de la politique des pactes bi-latéraux, balkaniques, obtenus par Paul-Boncour, autour du renforcement de ses positions opposées à la thèse du désarmement pouvant empêcher le réarmement de l'Allemagne et l'orienter vers la consolidation et le renforcement de ses armements, seul moyen lui paraissant possible pour contrôler la croissance de la force armée de l'Allemagne.

Au moment où les situations des différentes classes doivent s'orienter vers une solution, au moment surtout où le capitalisme ne voit plus d'intérêt à laisser subsister l'équivoque, et, mieux, où le capitalisme croit que l'équivoque a assez duré, que pour pouvoir passer ouvertement à la phase de l'attaque, éclate la réclame universelle de tous les partis autour du scandale Stavisky.